

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

*La discussion de la loi Boulin reportée,
mais la politique raciste et anti-ouvrière de Giscard-Barre continue*

Contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru Français-Immigrés solidaires !

TOUS A LA MANIFESTATION
Samedi 1er décembre 14h30 à Barbès

Répression anti-syndicale

OUVERTE en toute saison, cette chasse se pratique sans permis et ses adeptes disposent au ratelier d'un arsenal dont la gamme ne cesse de s'élargir. Si le sujet n'était pas si grave, voilà dans quels termes on pourrait parler de la chasse aux militants ouvriers et syndicalistes menée, avec un acharnement redoublé, par le patronat.

Par trois fois, en l'espace de huit jours, des travailleurs, des syndicalistes viennent d'être traités comme des malfaiteurs, des criminels.

A Belfort, deux jours après la reprise du travail, les inspecteurs du SRPJ de Besançon ont débarqué à l'aube au domicile d'un délégué CFDT d'Alstom ainsi que chez plusieurs autres travailleurs de l'entreprise. Munis de commissions rogatoires, ils ont perquisitionné et ensuite interrogé plusieurs d'entre eux au commissariat de la ville. A l'origine de l'opération, une plainte de la direction.

A Nantes, quelques jours auparavant, deux délégués CGT et CFDT de l'entreprise Guillaouard, l'un d'eux est notre camarade Jeannette Pelletier, ainsi que deux permanents locaux de ces deux syndicats sont convoqués devant le juge d'instruction. Suite à la « grève des mains coupées » de mai dernier, ils sont inculpés au titre de la loi anticasseurs.

A Paris, aux magasins du Printemps, c'était peu de temps avant une militante de la CGT, active dans la lutte contre le travail du dimanche, qui était convoquée au commissariat, faussement accusée par la direction de complicité de vol.

Trois faits récents de répression antisyndicale. Assurément, ils ne constituent pas une liste exhaustive, on sait, hélas, que pour un si cours laps de temps, celle-ci est bien plus longue. Ces trois faits mettent en lumière l'escalade répressive du patronat.

Pierre MARCEAU
Suite page 2



Voir page 4

Le parlement reconduit la loi Veil

LA loi Veil sur l'avortement, vient d'être définitivement adoptée par le Parlement après une discussion-marathon qui a duré trois jours. Ce vendredi matin, à 6 h 30, le dernier vote avait lieu : 271 députés se prononcèrent pour reconduire la loi (sur 472 votants). C'est dire que même si le débat a été moins houleux qu'il y a cinq ans, moins passionné, il reste à la loi, une vive opposition.

C'est d'ailleurs pourquoi Monique Pelletier avait longuement expliqué qu'il ne s'agissait que de reconduire la loi Veil telle qu'elle avait été définie en 1975 : toute la loi Veil mais rien que la loi Veil.

Un long défilé d'interventions a retardé, pendant deux jours la véritable discussion sur les amendements. Michel Debré avait ouvert le débat par une déclaration préalable demandant à l'Assemblée de

refuser la loi jugée trop « laxiste », trop « libérale », dans son application pour en discuter une autre, basée sur la notion de détresse. Bien que cette question préalable ait été repoussée (par 296 voix contre 158), à plusieurs reprises la demande a été renouvelée. Avant le vote définitif, ce vendredi matin 30 novembre, l'Assemblée a dû repousser la proposition faite par M. Foyer (RPR) cette fois, de renouveler la loi encore pour cinq ans.

A propos des amendements à la loi, il est difficile à l'heure où nous mettons sous presse de savoir quel en a été le véritable débat puisqu'il n'a été abordé que tard dans la nuit. Cent vingt suggestions avaient été déposées par les députés, dont Monique Pelletier avait affirmé que le gouvernement tiendrait le plus grand compte. Position tout à fait contradictoire avec l'esprit de son intervention pour présenter la loi. Car il est clair que le gouver-

nement ne fait de son projet qu'une question de « santé publique » et n'entend pas améliorer de ce point de vue la loi de 1975. Donc, les amendements de fond, sur la gratuité de l'intervention ou son remboursement, sur l'augmentation des délais et sur la suppression de l'entretien préalable, ne recueilleront pas une majorité.

Par contre, une majorité de 264 voix a repoussé à plusieurs reprises les amendements restrictifs qui visaient en particulier à remplacer la notion — déjà contestable — de « détresse » par celle d'« état de nécessité » qui soumettait la décision de la femme à des conditions matérielles objectives qu'elle aurait eu à prouver.

Ainsi le combat des femmes depuis bientôt dix ans se voit sanctionné par une loi définitive cette fois. C'est une concession du gouvernement. Même les partisans du RPR opposés à la loi ne pouvaient

envisager le retour à la situation d'avant 1975.

Mais nous sommes loin encore d'une situation satisfaisante pour les femmes : l'information sur la contraception reste encore interdite, ce qui rend encore plus aigue la question des moyens donnés à l'avortement. Contradiction soulignée par Barrot, ministre de la santé. En effet, donner aux femmes le droit véritable à choisir les maternités ne peut passer d'abord que par une large information sur la contraception — et ses progrès techniques — l'avortement n'étant qu'un recours.

En refusant l'information sur la contraception et les moyens donnés à l'avortement, le gouvernement cherche à maintenir la situation en limitant les dégâts. La lutte des femmes pour leur droit fondamental à disposer de leur corps n'en est donc bien encore qu'à son premier succès. Claire MASSON.

«Il est intolérable de falsifier les faits de l'amitié militante vietnamo-chinoise»

Les mensonges de Hanoï réfutés par Hoang Van Hoan

(SUITE DU DOCUMENT DONT NOUS AVONS PUBLIÉ LES PREMIERS EXTRAITS ICI)

Afin de discréditer la République populaire de Chine, les autorités de Hanoï, non seulement combattent toute sa politique et ses réalisations actuelles mais, aussi falsifient tout le passé, niant grossièrement l'aide internationaliste considérable qu'elle a toujours apporté à la lutte anti-impérialiste du Vietnam. C'est à cette fin que le ministère des affaires étrangères du Vietnam vient de rendre public un «libre blanc» sur «30 ans de relations vietnamo-chinoises».

Hoang Van Hoan, dirigeant de longue date du

«Il est dit dans le Livre blanc que la Chine fit pression sur le Vietnam pour qu'il adopte la stratégie de la «longue embuscade», à savoir «empêcher le peuple vietnamien d'intensifier sa lutte armée au sud» dans «l'intention de perpétuer la division du Vietnam». C'est un mensonge dépourvu de tout fondement.

En réalité, peu après le rétablissement de la paix en Indochine, le Parti vietnamien a consulté les partis soviétique et chinois sur les principes que le Vietnam devrait suivre dans la lutte à l'avenir. A l'époque, le Parti communiste soviétique préconisait une coexistence pacifique entre le sud et le nord et une «réunification nationale pacifique sur la base de l'indépendance et de la démocratie». De leur côté, les camarades chinois estimaient que du fait du sabotage impérialiste, il serait impossible de réaliser la réunification du Vietnam au moyen d'élections générales comme le stipulaient les accords de Genève. Il faudrait alors se préparer à mener une lutte prolongée. (...)

En 1959, la clique de Ngo Dinh Diem proclama le décret n°10 de 1959, et massacra, à coups de haches, un grand nombre de sud-vietnamiens, dans diverses régions. Poussée à bout, la population s'arma pour se défendre. Le comité central du Parti vietnamien décida que le moment était venu de déclencher la lutte armée dans le sud, qui fut couronnée de succès. En 1960, mieux informés alors de la situation nouvelle survenue au sud Vietnam, les camarades chinois dirent explicitement au Vietnam : auparavant moins bien informés de la situation, nous estimions qu'il n'était pas temps de révéler vos forces. Maintenant, nous pensons que vous avez eu raison d'amorcer la lutte armée au sud et nous vous soutenons sans réserve.

Manifestation frappante de ce soutien : en 1962, la Chine fournit spécialement plus de 90 000 fusils et mitrailleuses pour le développement de la guérilla du peuple sud-vietnamien. Par

la suite, au fil des luttes armées de la population sud-vietnamienne, la Chine augmenta le volume de son aide. Donc, on peut dire que la quasi-totalité des armes et équipements de l'armée de libération du Sud-Vietnam étaient fournis par la Chine, à l'exception de la partie arrachée à l'ennemi. Pour acheminer rapidement le matériel militaire vers le sud, la Chine ouvrit, au prix d'une somme colossale, une ligne de transport via le Kampuchéa et construisit un port secret dans l'île de Hainan. En plus, elle mit, chaque année, des dizaines de millions de dollars américains à la disposition du Sud Vietnam.

Par ce qui précède, on voit nettement l'attitude chinoise : à la fois soutenir la lutte armée de la population sud-vietnamienne et fournir activement une assistance militaire (...)

L'AIDE CHINOISE EN EFFECTIFS ET EN MATERIEL

Le Livre blanc de Le Duan et compagnie affirme qu'à cette époque : «L'essentiel de l'aide chinoise est constituée d'armes légères et d'équipements de logistique» et que cette aide est «utilisée comme instrument politique pour réaliser sa politique expansionniste». Or, la vérité est que durant la résistance à l'agression américaine et au colonialisme français, la Chine, sans se contenter de fournir un soutien politique et moral des plus énergiques au Vietnam, lui a donné une aide considérable en effectifs et en matériel, une aide qu'on ne peut comparer à aucune autre, et qui fut accordée sans aucune condition.

Sur une demande du président Ho et conformément à des accords entre les deux gouvernements, dès octobre 1965, plus de 300 000 soldats chinois appartenant à des unités de DCA, du génie, des chemins de fer et de logistique, vinrent travailler au nord Vietnam. Les camarades chinois descendirent beaucoup d'avions ennemis, construisirent des milliers de kilomètres de

peuple vietnamien, aujourd'hui réfugié à Beijing, réfuté systématiquement les mensonges de Hanoï dans un article publié lundi 26 novembre, par l'agence Chine nouvelle, et qui constitue un document de premier ordre.

Nous avons publié hier des extraits de la partie se rapportant à l'aide chinoise au Vietnam durant la période de la colonisation française. Nous poursuivons cette publication aujourd'hui avec des extraits se rapportant à la période de la lutte contre l'impérialisme US.

routes destinées à soutenir le front et assurèrent les transports sans heurt. Des milliers de soldats chinois sont morts en héros sur le sol vietnamien. Leurs tâches accomplies, en juillet 1970, ces unités furent rapatriées jusqu'au dernier soldat.

Sur le plan matériel, de 1950 à 1978, la valeur totale de l'aide chinoise au Vietnam a dépassé 20 milliards de dollars. Plus importante que toute autre assistance étrangère au Vietnam, elle comprenait notamment des armes lourdes et légères, des munitions ainsi que d'autres articles d'usage militaire en quantité suffisante pour équiper plus de deux millions d'hommes des trois forces, des centaines d'entreprises de production et d'usines de réparation et d'entretien, plus de 300 millions de mètres d'étoffes et plus de 30 000 camions. La Chine a aidé le Vietnam à construire des centaines de kilomètres de chemin de fer et lui a fourni la totalité des rails, des locomotives et des wagons nécessaires, au cours des années de mauvaise récolte au Vietnam, elle lui a fait don de plus de cinq millions de tonnes de céréales. Alors que la Chine arrivait à peine à se suffire en pétrole avec l'exploitation des champs pétrolifères de Daqing, elle a livré près de 2 millions de tonnes d'essence au Vietnam. Parallèlement, la Chine a offert

au Vietnam plus de 3000 kilomètres de pipelines, ce qui a permis à ce dernier de canaliser le pétrole chinois au sud Vietnam. Quant aux articles d'usage courant donnés par la Chine, ce fut une autre contribution importante pour satisfaire aux besoins quotidiens du peuple vietnamien pendant les années de guerre. Fait le plus digne d'être mentionné, la Chine a mis à la disposition du Vietnam des centaines de millions de devises en dollars alors qu'à l'époque, elle-même en avait un besoin urgent pour assurer sa propre construction. Le Duan avait lui-même exprimé ses remerciements aux dirigeants chinois en disant : «Si vous ne nous aviez pas aidé avec dévouement, nous aurions dû perdre encore deux à trois millions d'hommes avant de remporter la victoire». Et maintenant, ils ont fait volteface : «Si vous nous aviez aidés avec dévouement, nous aurions pu alléger nos pertes humaines de deux à trois millions d'hommes». Comble de l'effronterie.

DANS NOTRE PROCHAINE EDITION, LA SUITE : notamment l'attitude de la Chine à l'égard du transit des marchandises soviétiques pour le Vietnam, et à l'égard des négociations de Paris.

Hoang Van Hoan, dirigeant de longue date du peuple vietnamien

Hoang Van Hoan, vétéran de la lutte de libération nationale vietnamienne, est un ancien compagnon d'armes de Ho Chi Minh, avec lequel il a collaboré étroitement jusqu'à la mort de celui-ci. Dirigeant du Parti des Travailleurs du Vietnam (PTV), il fut notamment membre du Bureau politique - durant 20 années - et chef du département de liaison internationale du Comité central de ce parti. Hoang Van Hoan était aussi vice-président du Comité permanent de l'Assemblée nationale vietnamienne. Ayant été contraint de fuir le Vietnam à la suite de l'engagement de plus en plus net de la direction vietnamienne dans la restauration du capitalisme et l'expansionnisme, il est à Beijing depuis août dernier.

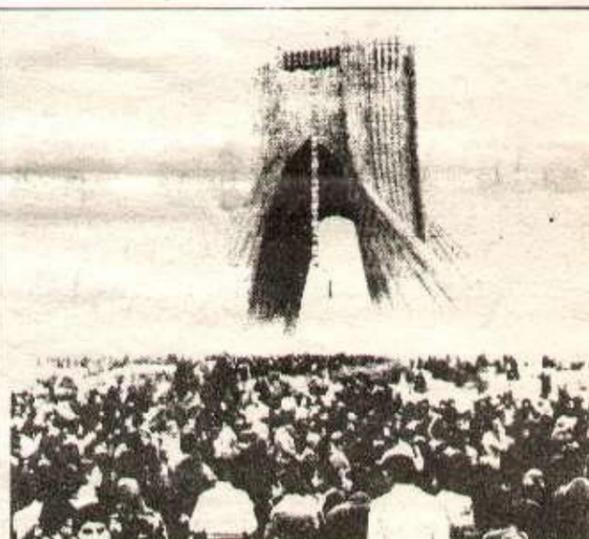
(Suite de la page une)

Déjà, il y a quatre ans, à l'époque où un certain Durafour était ministre du travail, le patronat avait obtenu une totale liberté pour procéder au licenciement des délégués. Le maigre rempart à l'arbitraire patronal, constitué par les services de l'inspection du travail, avait été balayé. En effet, le ministre pouvait désormais casser tous les refus de licenciement prononcés par ceux-ci. Par charrettes successives, et toujours plus nombreux, il y eut les «licenciés Durafour» puis les «licenciés Beullac» puis les «licenciés Boulin». A tel point qu'il ne reste plus aujourd'hui grand'chose, dans les faits, des protections légales arrachées en 1968 pour l'activité des délégués. La vigilance et la capacité de riposte des travailleurs constituent les seuls remparts au licenciement arbitraire de leurs représentants.

Mais le patronat n'en reste pas là. Il a franchi un pas de plus. Depuis quelque temps, il recourt de façon assez systématique à des procédures pénales à l'encontre des syndicalistes. Procès et condamnations se multiplient assorties d'amendes souvent extrêmement lourdes. En ces temps où le pouvoir et le patronat veulent imposer aux travailleurs une capitulation sans condition, sous le sceau du consensus, la défense des intérêts ouvriers devient tout simplement un crime de droit commun. C'est le cas à l'Alstom-Belfort, chez Guillaud à Nantes, au Printemps à Paris. Et demain ?

Il y a un mois, à Rouen, la mobilisation des travailleurs arrachait la libération d'un des leurs, inculpé et emprisonné. Il est possible de faire reculer la répression patronale. C'est l'affaire de tous, une affaire urgente.

Pierre MARCEAU



Manifestation à Téhéran autour de l'ex-tour «Chayiad» élevée à la gloire du Shah

IMMENSE MANIFESTATION A TEHERAN

Une nouvelle fois, les rues de Téhéran étaient noires de monde jeudi, à l'occasion de la journée de la Tassona, la journée des martyrs. Dès le début de la matinée, des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées aux dix-sept points de rencontre avant de converger vers le centre de la capitale. Les slogans scandés tout au long de la journée ne laissent aucun doute quant à l'orientation de cette immense manifestation : «Islam vaincra, Carter sera battu», «le roi traître doit être extradé», «guerre aux Etats-Unis», «vive Khomeiny».

Parallèlement à cette manifestation, l'incertitude continue à régner à propos du problème des Américains enfermés dans leur ambassade. Au terme d'un réquisitoire violent, prononcé à l'occasion d'une conférence de presse, Carter n'a finalement annoncé qu'une mesure : les USA vont saisir la Cour de justice internationale. Quant au Shah, il semble qu'il restera encore aux USA : alors que des rumeurs insistantes faisaient état de son départ imminent pour le Mexique, le gouvernement de Mexico a fait savoir qu'il n'accorderait plus de visa au tyran. Cette décision s'explique de deux manières : d'une part, le Mexique n'entend pas entrer dans le conflit, et d'autre part, les étudiants iraniens ont fait savoir que les otages seraient immédiatement jugés si le Shah venait à partir des Etats-Unis.

GOLFECH

Répression contre les écologistes

BRICE Lalonde et Solange Fernex (candidate d'Europe-écologie aux élections européennes) tenaient, mercredi 28 novembre dans l'après-midi, une conférence de presse à la mairie de Golfech dans le Tarn-et-Garonne. Thème : les fissures dans les centrales EDF. Après quoi, avec onze autres militants (cinq habitants de la région et six Toulousains), ils furent interpellés par la gendarmerie mobile lors de leurs actions de « fissuration du dossier » dans les mairies de la région. Ils ont ensuite été relâchés. Jeudi 29 novembre, ce sont 18 personnes qui ont récidivé l'opération de « fissuration du dossier ».

Douze dans le Tarn-et-Garonne (dont neuf dans des mairies annexes, à la préfecture de Montauban, à la sous-préfecture de Castelsarrasin), quatre en Lot-et-Garonne. Un des militants qui est intervenu à la mairie annexe de Cirice a été tabassé. Tous ces militants sont menacés d'être poursuivis en cour d'assises pour destruction de documents administratifs (article 439 du code pénal). Ils risquent de cinq à dix ans de prison pour avoir osé agir contre une soi-disant enquête d'utilité publique dont on sait que les résultats sont déjà fixés !

Correspondant Toulouse



5e semaine de lutte de la Navigation Aérienne

Le 29 novembre, les aiguilleurs du ciel étaient en tête de la manifestation sur le temps de travail organisée à Paris par la CGT, la CFDT et la FEN



JEUDE 29 novembre, juste après la banderole de tête des Unions régionales CGT-CFDT-FEN, une immense banderole de l'intersyndicale de la navigation aérienne ouvrait le cortège. Contrôleurs aériens, électroniciens, techniciens et ingénieurs de l'aviation civile ont scandé pendant toute la manifestation leur volonté de continuer l'action, action qui est dans sa 5e semaine. Pourtant, le gouvernement et le ministre des transports ont tout essayé pour casser la grève : mises à pied (on est à une centaine maintenant), colère du ministre des transports, Joël Le Theule, à l'Assemblée nationale et maintenant, campagne de presse pour essayer de discréditer le mouvement.

Seul conflit d'ampleur nationale actuellement,

cette grève pose un problème aux confédérations. Si leur soutien verbal aux travailleurs de la navigation aérienne est acquis, il reste à le traduire dans la pratique. Il ne faut pas que les confédérations laissent cette lutte dans l'isolement. Il y a actuellement des possibilités pour porter l'action à un niveau supérieur, seule façon d'ouvrir une brèche dans la politique de « non-négociation » du gouvernement. En effet, les cheminots préparent activement la grève au niveau des fédérations CGT et CFDT. Pourquoi ne pas envisager qu'ils profitent de la grève des travailleurs de la navigation aérienne pour lancer la leur. Pas de train et pas d'avion, c'est la seule réponse valable qu'on peut apporter à la politique d'austérité du gouvernement.

Le dimanche 2 décembre, des élections législatives ont lieu au Portugal. Le climat, disent nombre d'observateurs, n'est guère « passionné » surtout à comparer avec les élections de 1975 et 1976. De nouvelles législatives auront lieu à l'automne 1980 qui seront suivies - dans la foulée - des présidentielles, puis plus tard des municipales.

Le PS fait campagne seul, le PCP (le plus pro-soviétique des partis révisionnistes européens) s'est allié au MDP (Mouvement démocratique portugais), sous le sigle de l'APU (Alliance du peuple uni !).

Quant à la droite, elle s'est coalisée principalement sous le signe AD (Alliance Démocratique). Elle est composée du Parti Social-démocrate (PSD), du Centre démocratique et social (CDS) et d'un minuscule parti monarchiste (PPM). Elle a axé sa campagne sur la dénonciation du « péril marxiste ».

Avant de faire le point sur les forces politiques (orientations et rapports de force), nous rappelons ici un certain nombre d'aspects de la situation économique et social et de son évolution au cours des dernières années.

Le niveau de vie des travailleurs avait relativement augmenté après le 25 avril 1974. Grâce au développement de la lutte revendicative, une amélioration des salaires avait été conquise ainsi que la réduction du temps de travail dans certains secteurs et la généralisation du droit à un mois de congé payé dans plusieurs secteurs et le 13^e mois.

Alors que certaines de ces conquêtes se maintenaient, d'autres, surtout les salaires, étaient peu à peu liquidées avec l'augmentation du coût de la vie. Les salaires réels sont ainsi descendus à un niveau inférieur à celui de 1974.

LES SALAIRES

En 1975, les salaires réels des hommes pratiqués dans l'agriculture (les travailleurs temporaires) avaient augmenté de 68 %, et ceux des femmes de 15,7 %. Les trois années suivantes, on enregistrait une chute de 14,7 % pour les salaires des hommes et 16,1 % pour ceux des femmes.

Dans l'industrie et les transports : à Lisbonne, la chute des salaires, pour la période de 1975 à 1978 inclus, a été de 22,5 %, à Porto, elle a été de 27,3 %.

Quant au salaire minimum, qui n'existait pas avant le 25 avril 1974, il

LE PORTUGAL VOTE DIMANCHE

Quelques aspects de la crise économique et sociale

avait augmenté de 21,2 % jusqu'en juin 1975, alors que dans le même temps, l'inflation était de 22,1 %. Entre 1975 et 1977, l'augmentation a été de 12,5 %... pour une inflation de 30 %. En janvier 1978, le salaire minimum augmentait de 26,7 %, alors que l'inflation, elle, se chiffrait à 27,3 %. En janvier 1979 l'écart se situe entre 5 et 9 %, au profit de l'inflation. Ainsi, tous les gouvernements qui se sont succédés - quelle que soit leur étiquette - ont imposé des limitations successives aux augmentations salariales, situant celles-ci bien en-dessous de l'augmentation de l'inflation.

LE CHÔMAGE

Quant au chômage, il a beaucoup augmenté depuis 1974. Jusqu'alors, le fascisme avait maintenu une situation artificielle avec l'encouragement de l'émigration et le maintien des forces armées, fortes de 200 000 hommes. A partir de 1974, le courant émigratoire a diminué, des dizaines de milliers de militaires ont été démobilisés,

et près de 800 000 personnes venues des ex-colonies sont rentrées.

L'aggravation de la crise du capitalisme, avec sa suite de faillites, la stagnation économique, l'accélération du courant émigratoire vers les grands centres urbains, ont contribué à l'aggravation du chômage. Pour une population active de 4 055 000 habitants, il existait, selon les données officielles qui ont tendance à sous estimer les valeurs réelles, 440 000 chômeurs, soit près de 11 %. De 1977 à 1978, les secteurs les plus touchés étaient ceux de l'agriculture et de la pêche, le commerce et les services (moins de 94 000 postes de travail pour les 4 secteurs), alors que l'industrie a enregistré une augmentation de 26 000 postes de travail.

En 1978, une prolétarianisation relative s'est vérifiée surtout dans la petite production agricole ou des pêches, et dans les petits établissements commerciaux et de services (moins de 77 000 « isolés » et de travailleurs non rémunérés) alors que le nombre de salariés a augmenté de

21 000 en 1977. Cette année-là le contingent de chômeurs a augmenté de 58 000.

Si on compare la situation de 1978 avec celle de 1974, on constate que le chômage total a augmenté de 511 %. Le nombre des jeunes chômeurs a augmenté de 326 %. Quant au temps de chômage moyen en 1974 : 20 % de chômeurs était un an sans travail. En 1978, le pour-

centage était de près de 65 %. Dans les secteurs qui ne sont pas assujettis à la loi des contrats à terme, la situation est encore pire. Par exemple, l'administration publique emploie des travailleurs à titre éventuel ou à la tâche, qui n'ont aucune garantie de travail.

(à suivre)

Claude LEBRUN

Quelques points de repères

- Le 25 avril 1974, le Mouvement des forces armées (MFA) déclenche un coup de force et renverse la dictature fasciste de Caetano (qui avait prolongé la dictature de Salazar - au pouvoir depuis 1931 - décédé).
- Mars 1975 : échec de la tentative de coup d'Etat fasciste dirigée par le général Spínola.
- 25/11/75 : échec de la tentative de coup d'Etat à l'instigation des dirigeants révisionnistes pro-soviétiques du PCP qui venaient de subir un grave échec aux élections.
- De 23 juillet 1976 jusqu'à son départ le 27 juillet 1978, c'est Mario Soares (Parti Socialiste) qui est à la tête de deux gouvernements successifs :
 - o le premier, PS seul, minoritaire, jusqu'au 18 janvier 1978.
 - o le 2^e, avec le CDS (Centre Démocrate et Social - en fait très à droite) et présidé par Mota Pinto (« indépendant »). Il avait alors également l'appui de l'aile droite du Parti social-démocrate (PSD).

DISCUSSION DE LA LOI BOULIN REPORTEE,
MAIS LA POLITIQUE RACISTE ET ANTI-OUVRIERE DE GISCARD-BARRE CONTINUE

Contre les lois Barre-Bonnet-Stolérou Français-immigrés solidarité!

L'examen du projet de loi Boulou-Stoléro par l'Assemblée nationale est reporté à la session de printemps du Parlement. Ce projet est celui qui prétend légaliser l'expulsion de travailleurs immigrés pour des motifs tels que chômage (plus de 6 mois), maladie trop longue au goût des patrons, ou simplement parce que le ministre du travail en aurait ainsi décrété en fonction des besoins patronaux.

Il est donc positif que l'inscription dans la législation de notre pays d'une loi aussi ouvertement raciste et anti-ouvrière soit écartée, *pour un temps*.

Nul doute que les vives réactions que ce projet avait suscitées, y compris au niveau international, dans les pays d'origine de travailleurs immigrés (pays du tiers monde) mais aussi en Europe, ont été pour beaucoup dans ce report surtout en un temps où le gouvernement Giscard-Barre se targue volontiers de défense des droits de l'homme!

L'opinion démocratique et antiraciste de notre pays a bien sûr pesé.

D'autre part, comme en témoigne la répression contre la lutte dans les foyers immigrés, comme le montre aussi l'interview que nous publions ci-dessous, le patronat sait fort bien se passer de la loi pour l'appliquer!

Car, pour une part, la campagne de propagande

qui a accompagné la préparation et la présentation des projets Barre-Bonnet et Boulou-Stoléro, a atteint le but assigné aux projets eux-mêmes: créer l'insécurité pour une partie de la classe ouvrière (les immigrés), par l'inégalité ainsi renforcée face aux patrons, accentuer la concurrence entre les travailleurs eux-mêmes, et peser ainsi sur les conditions d'emploi et les capacités de résistance face aux attaques patronales de l'ensemble des travailleurs.

La lutte contre les lois Barre-Bonnet-Stoléro-Boulou, contre la politique raciste et anti-ouvrière du gouvernement, pour l'unité Français-immigrés est donc toujours on ne peut plus nécessaire, essentiellement:

- Parce qu'avant même d'être des lois ces projets sont appliqués;

- Parce que la campagne de division qui a accompagné ces projets continue à peser sur les conditions de résistance et de riposte de la classe ouvrière face aux attaques d'ensemble du patronat et du gouvernement contre le droit au travail, tous les droits de tous les travailleurs.

- Et aussi parce que le danger de voir inscrit le projet dans la loi n'est écarté que *pour un temps*.

G.C.

INTERVIEW D'UN TRAVAILLEUR DE LA SOPAD NESTLE (PARIS 19^e)

«C'est dans l'usine qu'il faut unir ouvriers français et immigrés»

Q: Le gouvernement va tenter dans les semaines à venir de faire adopter toute une série de lois qui permettront si elles sont adoptées d'expulser sans problème des milliers de travailleurs immigrés. Ces lois, mais aussi leur annonce depuis plusieurs mois, jointes à la campagne anti-immigrés accusés pour l'occasion d'être responsables de la crise, visent en dissuadant ces derniers d'entrer en lutte, à diviser l'ensemble de la classe ouvrière toute entière face à l'austérité. Peux-tu nous dire quelles en sont les conséquences dans ton usine?

révolte de ces travailleurs contre les conditions de travail et d'emploi dont je viens de parler. En cas de révolte, ce sera non seulement la possibilité de licenciement comme avant mais être licencié, ça serait avec ces lois, se retrouver — en cas de chômage, plus de six mois — avec l'expulsion hors du pays. On voit donc le moyen de pression très concret que les lois en cours de discussion risquent de faire peser sur nos 250 camarades immigrés. Mais surtout, aujourd'hui, il y a autre chose: le patron entend fermer l'usine. Lutter? Bien que le problème se pose pour tout le monde, il sera beaucoup plus difficile pour les mêmes raisons de faire entrer en lutte les travailleurs immigrés.

Q: Face à l'attaque de la bourgeoisie contre les immigrés pour mieux faire passer sa politique d'austérité à l'ensemble de la classe ouvrière, il faut au contraire répondre et construire pas à pas, son unité. Peux-tu nous dire en tant que travailleur français ce qui a commencé à être fait en ce sens?

R: Pour voir comment faire échec petit à petit aux lois qui se mettent en place, il faut bien voir comment la bourgeoisie procède. Elle ne se contente pas de mettre en place des lois qui, sous prétexte, par exemple, de «trouble à l'ordre public», peuvent permettre de faire peser un chantage permanent d'expulsion sur les travailleurs immigrés. Parai-

lément à ces lois, toute une propagande diffuse raciste existe sur les travailleurs immigrés. Il s'agit évidemment d'inculquer un certain nombre d'idées fausses sur les travailleurs immigrés aux travailleurs français, touchés eux aussi par la crise. Cette idée fondamentalement, c'est «les travailleurs immigrés sont responsables de la crise». Il s'agit, par ce biais évidemment, de dissuader les travailleurs français de réagir face aux expulsions de leurs camarades immigrés car, s'il y a riposte, la politique d'immigration en prendrait un coup.

Il faut donc, dans un premier temps et dès maintenant, démonter cette propagande, ce qui est le premier pas vers cette unité dont à tant peur le patronat.

La propagande des patrons, c'est que les travailleurs immigrés sont responsables du chômage. Expulsés, le chômage diminuerait. Il faut bien expliquer, et c'est ce qui commence à se faire, avec des exemples très concrets surtout en quoi c'est faux: ainsi expliquer que dans les grands secteurs, par exemple comme dans la sidérurgie, dans le bâtiment aussi, très touchés, en quoi les travailleurs immigrés sont-ils responsables des licenciements? Au contraire, ils sont les premiers à en subir les conséquences!

Les patrons ont un second argument pour diviser les travailleurs: une fois que les travailleurs immigrés ont été accusés d'être responsables du chômage, les patrons

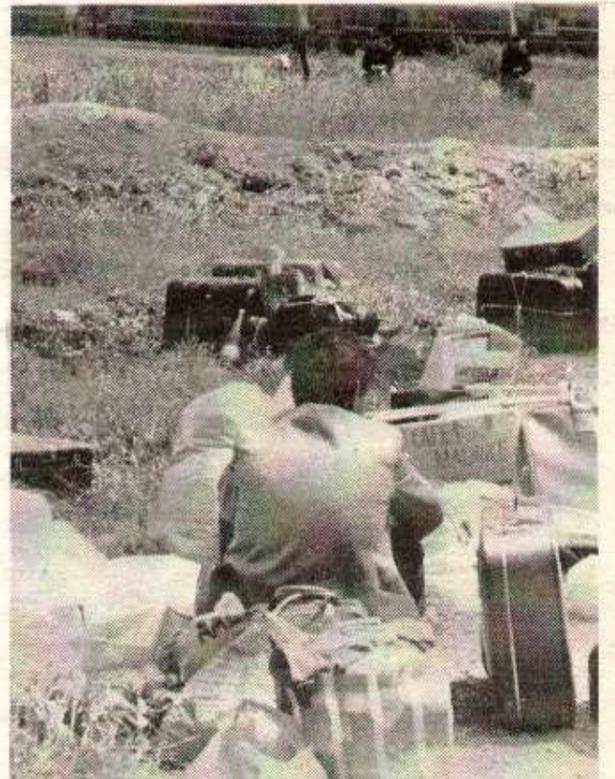
— et c'est le cas de notre patronat — disent aux travailleurs français, pour qu'ils se rassurent, que les immigrés seront les premiers licenciés, sous-entendu peut-être bien uniquement eux. «Vous, travailleurs français, vous avez peut-être une chance de vous en sortir».

La division est double! Il s'agit de faire taire à la fois les travailleurs immigrés par la pression et les travailleurs français par l'espoir pour eux de s'en sortir! Là encore, et nous allons le faire, il faut démonter cet argument: la boîte va fermer et les travailleurs français seront donc aussi licenciés! Il faut montrer que l'«espoir» laissé à certains travailleurs français, comme quoi ils ne seront pas licenciés, est toujours la tactique employée depuis plusieurs années par de nombreux patrons. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, mais important, en 1972, les maîtres de forge sidérurgistes ont licencié les immigrés en prétendant que les Français ne seraient pas touchés; en 1979... ils ont tenté de virer les Français!

Il faut, en résumé, démonter les réflexions du genre «Les travailleurs immigrés, comme nous, ont droit au travail. Mais que voulez-vous, si on les remercie, il y aura moins de chômeurs». Il faut aussi appuyer dans les semaines à venir d'autres réflexions qu'on entend à l'approche de la fermeture, réflexions qui prouvent que les travailleurs savent anéantir, sur des points précis, les divisions patronales. «Les tra-

vailleurs immigrés sont exploités, comme nous, et même doublement en France et dans leur pays, tout cela pour le profit des capitalistes qui nous exploitent aussi, donc tous. Il faut se défendre ensemble».

Il faut appuyer ces réflexions. Il en va du résultat de la bagarre qu'on va mener contre la fermeture! Il faut mettre tout en œuvre pour construire l'unité des travailleurs de la boîte, Français et immigrés, face à la fermeture.



«Prend ta valise et dehors»: sans même un recours à la justice, sur décision administrative ou policière, au bon vouloir des patrons et marchands de sommeil, comme la Sonacotra... C'est cela, déjà appliqué, que généraliseraient les lois Barre-Bonnet-Stoléro. Dans les entreprises, dans les quartiers, autour des foyers de travailleurs immigrés, la bataille solidaire, Français-immigrés, contre les lois Barre-Bonnet-Stoléro est une bataille de longue durée

Tous à la manifestation Samedi 1er décembre 14h30 à Barbès

- Non aux lois anti-immigrés et anti-ouvrières!
- Egalité des droits sociaux et politiques!
- Non aux expulsions, non au contrôle de l'immigration!
- Réintégration des résidents dans les foyers!
- Ouverture de négociations avec le Comité de Coordination!
- Travailleurs Français-immigrés: une seule classe ouvrière!

Tels sont les mots d'ordre de la manifestation à laquelle appellent:

Le Comité de coordination des foyers en lutte; Des associations de travailleurs immigrés: CTA, UTIT; Des organisations de masse: GEDETIM, FASTI, MAN, CUFI, GISTI, Libération Afrique; Les comités de soutien aux foyers de Villejuif, Ivry, Montreuil et Bagnolet; Des UL et des sections syndicales CFDT et CGT. Participent également à la manifestation diverses organisations politiques: nos deux Partis (le PCML et le PCRM), le PSU, la LCR, etc.

MONTPELLIER :

SUD-COULEUR SERVICE

Un jour occupé

Sud-couleurs-service : une usine de 300 personnes à Saint-Jean-de-Vedac (banlieue de Montpellier) qui s'occupe des tirages photographiques. Les patrons annoncent 27 licenciements mercredi 28 novembre pour, prétendent-ils, sauver l'emploi, sauver l'usine... En fait, c'est là le fruit de plusieurs années de politique patronale qui consiste à faire des superprofits quitte à faire retomber les conséquences sur les travailleurs.

Depuis deux mois la section CFDT de l'usine exige de la direction des informations qu'elle doit légalement fournir, alerte, mobilise les ouvrières et les ouvriers sur des menaces de licenciements. Aujourd'hui, on peut voir le résultat de ce long travail : le personnel débraye, se réunit en assemblée générale, montre sa détermination de ne pas céder.

Pour en savoir plus, nous avons interviewé un certain nombre de syndiqués CFDT et des non-syndiqués qui sont résolument déterminés à se battre et à servir les véritables intérêts des travailleurs.

Correspondant Languedoc

HR : Il y a des gens qui pensent : l'usine va fermer et ils veulent se battre contre la fermeture. Mais se battre contre les licenciements et se battre contre la fermeture, ce n'est peut-être pas la même chose ?

A : C'est pour ça que la question me gêne. Parce que je dirai plutôt qu'on se bat pour sauvegarder l'emploi, contre la direction... On ne se bat pas pour une division des gens, on se bat pour que tout le monde garde son boulot. Cette attitude de dire : « On se bat contre tout licenciement », ça peut apparaître comme un blocage de notre part, cela peut apparaître comme une attitude très sévère, stricte, « on veut ça et on ne veut rien d'autre » ; alors que les gens entendent parler dans tous les conflits dont on parle à la radio, à la télé, de négociations, de grèves pour l'ouverture de négociations, pour discuter, pour marchander l'emploi.

On a souvent vu que dans des usines des gens réussissent à ce qu'il y ait cent licenciements au lieu de trois cents. Les gens sont habitués à ça et quand on leur dit : « On se bat pour qu'il y ait zéro licenciement », ça, ils le prennent assez mal parce qu'il leur revient tout de suite à l'esprit ce que leur a dit le patron — les vingt-sept licenciements ou trois cents. Par rapport à ça la section qui dit zéro licenciement, ça paraît un peu strict, c'est difficile à expliquer aux gens.

HR : Comment expliquer cela et quel est votre avis là-dessus ?

B : Ça dépend qui est licencié. S'ils licencient quelques cadres et un directeur, on ne va pas se battre pour eux.

A : Moi, j'appelle pas ça des licenciements. S'ils font un nettoyage au niveau de la direction, ils s'arrangent comme ils veulent. Ce ne sont pas des licenciements.

HR : Quelle est la position de la section sur les licenciements ? Zéro ou bien un, deux, trois, vingt-sept licenciements ?

C : On ne commence pas à marchander. On ne veut

pas savoir qui c'est. On dit : pas de licenciement. Mais je ne vois pas pourquoi on essaierait toujours de faire porter le chapeau à l'ouvrier. Si on calcule, les 27 licenciements annoncés, ça fait 12,5 millions : on peut les économiser, ils n'ont qu'à réduire un peu leur train de vie au niveau de la société.

A : Ça c'est ce qu'on pense et on est bien sûrs qu'ils ne feront pas ça.
C : Les intérêts des patrons ne seront jamais ceux des travailleurs. Nous, on se bat pour vivre et eux se battent pour augmenter leur capital et leurs profits.

HR : Comment faites-vous pour expliquer au personnel votre position ?

B : Le personnel est mal informé, il pense que dans les 27 licenciements, il rentre en compte ceux qui sont sous contrat. Or, c'est faux. Ça fait 27 licenciements plus ceux qui sont sous contrat, une vingtaine. Ça fait donc en tout cinquante licenciements.

C : Ces informations et cette façon de penser, ont été soufflées par la direction qui joue son jeu de direction en faisant passer de fausses informations, en essayant de diviser les gens, ça c'est une tactique, archi-ancienne qui a fait ses preuves. Alors eux, ils l'appliquent. Ils balancent des faux renseignements et d'un côté, ils n'en donnent aucun de ceux qu'on demande et qui nous intéresseraient.

HR : Que faites-vous par rapport à ces attitudes ? Il y a des difficultés pour mobiliser. Le paternalisme qui sévit dans la boîte depuis des années et les avantages que les travailleurs ont peur de perdre. Alors que faites-vous par rapport à ces difficultés ?

A : On essaie de les convaincre. Nous, ce qu'on pense, ce n'est pas utopique. Il y a des gens qu'on arrive à faire changer d'avis, l'ambiance du boulot est paternaliste ce qui fait qu'une conversation ne rencontre pas beaucoup d'écho pendant longtemps.

Suite page 6

Avec le Parti



BUTIONS... CONTRIBUTIONS ... CONT



Quelle est notre légitimité ?

IL est des choses évidentes qu'il fait bon rappeler dans certaines situations. Pourquoi sommes-nous dans le PCML ou dans ce futur parti unique, résultat de l'unification du PCRml et du PCML ? Voilà une question qui se pose un jour ou l'autre à tout camarade. L'existence de notre Parti tient à deux choses :

- La volonté de lutter pour abattre un système politique qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme ;
- La volonté de mener cette lutte en tenant compte de toute l'expérience passée du mouvement ouvrier. Cette expérience se trouve synthétisée dans les ouvrages de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

Au fond, nous ne sommes absolument pas différents de ces milliers de travailleurs de notre pays, des intellectuels qui sont chargés de l'enseignement des enfants, de la recherche, ou de ces petits et moyens paysans de nos campagnes. Nous avons les mêmes problèmes, les mêmes difficultés. Ce sont ces points communs, qui nous font résister ensemble à la domination et à l'exploitation qu'exerce, sur nous tous, la bourgeoisie au pouvoir.

A nos côtés, nous avons un nombre important de travailleurs, d'intellectuels, de petits et moyens paysans qui ont conscience de la nécessité de s'organiser pour mieux lutter. C'est là que nous nous différencions. Nous avons certainement trop mis en avant, pour nous distinguer des formes d'action, des mots d'ordre revendicatifs, ce qui a relégué au second plan ce qui fonde notre rassemblement dans un Parti.

Ce qui fonde l'existence de notre Parti, c'est :

- Une vue stratégique de la situation où l'on reconnaît à la classe ouvrière le rôle dirigeant dans le mouvement de transformation de la société, et la nécessité pour transformer la société de détruire l'ancien ordre établi, son Etat par un mouvement que les communistes appellent Révolution, mouvement dont les formes peuvent aller jusqu'à la lutte armée.

C'est au fond peu de choses comparé à tous les points communs qui nous font appartenir à la grande masse des travailleurs, à notre peuple. Mais, compte-tenu de l'expérience accumulée par la classe ouvrière dans sa lutte contre le système d'exploitation de l'homme par l'homme, ces quelques éléments qui nous distinguent des masses sont fondamentaux dans la détermination du type de parti, du principe d'organisation, de sa pensée directrice, de son programme, de sa ligne tactique, etc.

Ainsi, ce qui nous réunit dans notre Parti nous distingue essentiellement des autres types d'organisation. Au contraire ce qui nous différencie des autres partis doit nous rapprocher de la classe ouvrière et des masses populaires dans la mesure où le Parti aide à la résolution de toute une quantité de problèmes qui touchent à la lutte (revendicative politique, etc.).

Il est sain de se poser la question : le PCML correspond-il à ce Parti ? Sans être unilatéral, il faut examiner l'ensemble des forces organisées. Mettons d'emblée les syndicats de côté, tant il est sûr que ce qui nous unit fondamentalement ne peut pas être réalisé par un quelconque syndicat, même si leur contribution à notre objectif est indispensable.

Si l'on examine les partis politiques, les partis de droite et les partis sociaux-démocrates ne répondent pas à notre objectif. Cela ne signifie pas qu'ils ne luttent pas. Au contraire : ils luttent effectivement mais défendent dans cette lutte des objectifs, des points de vue qui ne correspondent pas aussi bien aux intérêts des masses populaires qu'aux acquis que la classe ouvrière a accumulés au cours de ses grandes luttes révolutionnaires.

Reste le PCF. C'est au fond pour nous un important problème dans la mesure où notre désaccord fondamental avec lui repose sur la révision qu'il a faite des acquis du mouvement ouvrier. Ne croyons surtout pas que c'est le fait d'une pensée dogmatique que de nous différencier du PCF sur la seule référence aux acquis du mouvement ouvrier, car en définitive, c'est cette référence, et elle seule, qui justifie l'existence de n'importe quel Parti communiste aujourd'hui.

Voilà donc ce qui fonde notre existence. Mais cela ne nous donne pas pour autant la qualité de communiste. Pour résumer, je dirai que le PCML, et le futur Parti unique, est aujourd'hui le seul parti qui s'attache à prendre en compte pleinement les acquis du mouvement ouvrier. Cela dit, a-t-il toutes les qualités d'un authentique parti communiste ? Je trouve deux défauts à notre Parti :

- Sa faible connaissance des acquis de la classe ouvrière ;
- Sa présence trop faible dans la classe ouvrière et les syndicats.

Des camarades critiquent notre dogmatisme et vont jusqu'à considérer que nous nous sommes trop attachés aux principes du Mouvement communiste international (MCI).

Pour ma part, je pense que notre dogmatisme tient au fait que nous connaissons mal ces principes d'une part et plutôt que de les appliquer à la réalité, ce qui exige d'être présent plus que nous le sommes, dans ces organisations où se regroupent les masses pour lutter (syndicats, associations de parents, collectifs femmes, etc.), du fait de notre faible présence dans ces organisations nous avons substitué à l'application de ces principes leur « rabâchage » ou leur application dogmatique faute d'une connaissance suffisante. Aussi suis-je partisan d'un double mouvement au sein de notre Parti pour le transformer et lui permettre de conquérir les authentiques qualités d'un Parti communiste.

D'une part, se rapprocher des principes, pour les mieux connaître, ne pas se contenter d'une lecture superficielle des œuvres des grands dirigeants que sont Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung. Nous devons faire l'effort d'apprendre, ce qui constituera la meilleure preuve de notre modestie. D'autre part, se rapprocher de tous ceux et toutes celles qui luttent en participant à leurs efforts pour s'organiser, dans des organisations de masse. Nous ne sommes pas assez à avoir des responsabilités dans les syndicats ou dans d'autres organisations et ainsi être en mesure de fournir un maximum d'éléments pour une connaissance de la réalité, non pas d'une réalité statique, mais une connaissance de ce qui constitue aujourd'hui les facteurs de transformation, d'évolution et dans lesquels on sait que les mouvements de masse jouent un rôle important.

Pour conclure, nous devons bien saisir ce qui fait la légitimité de notre Parti. A ce sujet, nous devons, effectivement en partie au PCC (Parti communiste chinois) d'avoir percé à jour cette grave tentative de liquider les acquis des communistes.

De ce point de vue, il est juste de rendre hommage au PCC pour sa contribution à caractère universel au maintien des principes du MCI contre la tentative de révision dont ils ont été l'objet, et cela peu importe ce qui se passe ou se passera en République populaire de Chine. Enfin, sous prétexte de difficultés réelles que nous rencontrons pour nous développer, nous ne devons pas rejeter l'ensemble des acquis du Mouvement communiste international qui fondent notre légitimité. Ce serait là céder à un mouvement d'humeur lié à un profond découragement. La clé qui nous permettra de résoudre ces difficultés tient à mon avis à une meilleure connaissance et donc une meilleure compréhension des acquis de la classe ouvrière pour les appliquer à la réalité de notre pays. Ce qui nous impose dans le même temps une activité toujours plus grande dans les luttes des masses contre l'exploitation.

Dès lors peu importe les erreurs, les échecs, les revers dont certains ont remis en cause des victoires décisives qui avaient suscité l'enthousiasme de milliers d'hommes et de femmes. La nécessité du combat que l'on mène, la légitimité de notre Parti, la nécessité de rechercher la vérité dans les faits tant dans les succès que dans les échecs, tout cela nous est imposé par le combat que nous menons contre l'existence d'un monde d'exploitation où l'homme se voit réduit à une marchandise pour les seuls profits d'une classe : la bourgeoisie. Voilà pourquoi le PCML existe, qu'il faut le renforcer et travailler dur pour lui permettre d'acquiescer la qualité d'un authentique Parti communiste.

Qui a peur de Brecht ?

Brecht : vous connaissez ? Dramaturge (homme de théâtre) communiste, il est mort en 1956. Son œuvre s'adresse avant tout aux travailleurs. Il a su dans un pays capitaliste créer un théâtre ouvrier. Ses pièces, faites pour être jouées dans des usines et des quartiers, dénoncent d'une façon très pédagogique l'exploitation capitaliste. Dans son théâtre, Brecht n'assène pas des vérités, il stimule la réflexion à partir d'une situation, à partir de faits réels. Ses spectacles toujours attrayants sont encore beaucoup joués aujourd'hui. Or, cela n'est pas du goût de tout le monde. Un appel contre Brecht vient d'être lancé par un certain nombre d'écrivains, de philosophes (dits nouveaux) et d'hommes de théâtre. Il a été publié par *Le Figaro* et *Les Nouvelles littéraires*.

QUE signifie cet appel dans la période actuelle ? Dans l'introduction, *Le Figaro* explique qu'il s'agit de « mettre un frein à l'invasion de la culture marxiste ». Dans l'appel lui-même, il est question de « la maladie parasitaire du théâtre officiel : le brechtisme ». C'est d'abord le contenu de ce théâtre que n'apprécient pas les signataires. Citant Artaud, ils écrivent : « Ce n'est pas sur le plan social que l'action du théâtre s'étend. Les parasites du théâtre français actuel semblent bien avoir choisi la voie inverse : celle qui tend à subordonner l'art à la stratégie politique (...) » « Brecht sert chaque jour un peu plus d'emblème (...) » et enfin : « Ce mal sectaire veut de plus en plus imposer son dogme à travers commentaires, critiques, centres d'études théâtrales des universités, subventions, maisons de la culture et municipalités contrôlées par le Parti communiste. » Vous avez

bien lu : Parti communiste. Il semble bien, en effet, que l'attaque des signataires vise deux objectifs : lutte contre tout ce qui fait référence au marxisme et deuxièmement lutte pour réduire l'influence du PCF dans les milieux culturels.

BRECHT ET LE PC

Il est vrai que Brecht est joué dans les municipalités gérées par le PCF et que ce parti utilise Brecht, auteur communiste prestigieux, comme un emblème. Un drapeau, rien de plus. Il y a bien longtemps que l'œuvre de Brecht a été vidée de son contenu spécifique, on l'utilise au PCF comme un grand classique. Voici ce qu'écrit Jacques Poulet dans *France Nouvelle* en réponse à l'appel anti-Brecht : « Il est clair, dorénavant, qu'une lecture brechtienne de Brecht interdit de « subordonner l'art à la stratégie politique ». Et voilà nos adver-

saires réconciliés sur le fond : « On ne peut que souscrire aux proclamations des signataires du manifeste lorsqu'ils affirment, avec ou sans l'emphase de l'italique et des majuscules : " Nous, intellectuels libres dans ce pays, pensons que l'art ne peut exister que rigoureusement insubordonné, que " la fonction sociale " n'en est ni le critère absolu ni le but fondamental. (...) »

Voilà qui a le mérite d'être clair. Si le PCF riposte à l'attaque des Ionesco et consorts, ce n'est pas pour défendre un point de vue marxiste sur la culture mais pour préserver un pouvoir, une influence dans les milieux culturels, remise en question.

Il y a bien longtemps que le PCF a abandonné tout point de vue de classe sur la culture et qu'il ne subordonne plus celle-ci aux intérêts de la classe ouvrière. Le rédacteur de *France Nouvelle*, bon prince, concède qu'il est d'accord avec les rédacteurs de l'appel sur ce point de vue. Et là, comme ailleurs, on voit que les reniements, les abandons du PCF favorisent l'avancée des idées réactionnaires et la pression idéologique de la bourgeoisie.

UNE ATTAQUE CONTRE LE MARXISME-LÉNINISME

Dans cet appel, les intellectuels qui se disent « libres » s'en prennent bien au marxisme-léninisme et à la conception marxiste en matière d'art et de culture.

Leur appel n'est qu'un rouage de tout une vaste campagne qui se déchaîne en ce moment contre le socialisme, mais aussi contre le marxisme, sur le thème socialisme égale goulag, marxisme égale totalitarisme. Cela, dans le but de décourager toute lutte chez les travailleurs. Cette campagne va de Poniatowski à Bernard Henri-Lévy en passant par Ionesco. Poniatowski, affirme qu'on est parvenu au stade de la révolution scientifique et que le marxisme serait donc dépassé.

La culture est aussi l'enjeu de cette lutte entre les idées bourgeoises et les idées marxistes-léninistes. Nous devons défendre le point de vue de la classe ouvrière sur la culture, en sachant que la lutte est d'autant plus dure que le PC, lui-même, a repris à son compte les théories bourgeoises de l'art pour l'art.

LE SENS D'UNE CAMPAGNE

Nos ennemis apprécient bien la force de la culture, dans la préparation du terrain pour la lutte politique. C'est pour cela qu'ils attaquent Brecht. Ce qui peut apparaître comme un manifeste anodin se révèle bien être une campagne orchestrée par le pouvoir. En voici les étapes : il y a un an Guy Scarpetta, venu de la revue *Tel quel* écrivait un livre présentant Brecht comme un totalitariste fasciste et raciste (rien de moins).

Les idées ont mûri, le terrain était prêt. Aujourd'hui, voici l'appel de Ionesco, Lévy, Pinget, Sollers et les autres... Ils sont plus pré-

Suite de la page 5

Montpellier : Sud Couleur Service

C : L'assemblée générale qui a eu lieu a eu un résultat très concret : c'est l'élection du comité d'action. Ces gens-là cherchent d'eux-mêmes à se renseigner. Ils sont mobilisables. Il y a une majorité de gens mobilisables.

HR : Est-ce que vous envisagez des actions plus dures par rapport à la direction ?

B : On fera tout pour qu'il n'y ait pas de licenciements et il n'y a aucune hypothèse à écarter. Ça ira petit à petit.

C : Maintenant, il faut préparer les gens à aller plus loin si besoin est. Ce qu'on a fait jusqu'à maintenant ce n'est pas le maximum. C'est un début.

A : Mais à partir du moment où on admet que le patron est en train de nous mener en bateau, nous amuse, à partir de ce moment-là la décision il faut la prendre : une action dure tout de suite. Pour bien montrer au patron que ce qu'il nous raconte, c'est du baratin.

Il nous fait attendre mais on sait très bien qu'il a déjà la solution, alors nous on s'arrête de travailler.

B : On ne va pas attendre la liste avec les noms... Il est temps d'agir au plus tôt.

En effet, de notre point de vue, c'est bien en s'opposant fermement aux licenciements, en refusant les échéances du patron, en dénonçant sa « campagne » mensongère et en prenant l'initiative de la lutte que les travailleurs s'engageront sur la voie de la victoire.

(Extraits d'une interview avec des travailleurs de Sud-Couleur-Service).

Nous remercions les travailleurs d'avoir répondu à nos questions.

NB : Jeudi, 29 novembre, les travailleurs ont débrayé une heure, une cinquantaine d'entre eux se sont rendus à l'assemblée générale malgré les intimidations du patron relayé par les petits chefs.

cis et très discrets : ils demandent carrément que le répertoire de Brecht soit interdit de théâtre et que les subventions aillent plutôt vers d'autres œuvres, par exemple à la pièce d'un « nouveau philosophe », Lardreau, intitulée « La vie et la mort de Joseph Staline ». Dans le même temps, Lecat, ministre de la culture, coupe les crédits à la décentralisation, dont les spectacles ne correspondaient pas tous

aux critères giscardiens... Coïncidence ? Il n'est pas de livre, pas d'idée qui une fois lancés ne trouve de répondant au niveau pratique.

Il est vrai que Brecht et tout ce qu'il représente est bien gênant pour le consensus : il faut donc en finir avec lui.

Quant à nous, Brecht et le théâtre ouvrier, nous les défendons !

Léon CLADEL

Nouvelles



Le Fugitif (1)

par Rémi Dainville

La « Rougeoyante »

IL leva les yeux : une pluie incandescente d'étoiles lumineuses gelait lentement à travers le bleu sombre de l'espace infini. Le ciel bas, lourd, soulignait parfaitement la surface circulaire de l'horizon, jusqu'au fond de la steppe. Mais, au loin, deux mamelons gigantesques, comme une porte de cristal. Franchir la passe ! Ronus Goler sentit monter en lui une joie indescriptible. Non, il n'aurait pas fui en vain et à la fin de la sixième journée de marche harassante, il eut soudain l'impression de triompher. Son cri s'éleva dans la vallée désertique, rauque et inhumain, répercuté à travers le chaos fantastique du paysage, brisé sur les rocs fermant le cirque au pied de la Grande porte de glace. « Ils ne me rattraperont plus, c'est fini, ils ont perdu la

partie, pensa Ronus Goler, ils l'ont perdue à jamais, à tout jamais ! ».

Ses lèvres gelées trambalaient comme celles d'un vieillard, tandis qu'il s'imposa une petite halte pour reprendre haleine et tenter de mettre ses idées au clair. Cela faisait maintenant plusieurs jours qu'il fuyait, la tête encore remplie des effroyables événements auxquels il avait été mêlé. En fait, il n'avait jamais cessé de penser à tout ce qui s'était produit depuis son arrivée sur la Rougeoyante. Ce qu'il avait vécu durant les trois années où il travailla à la Cité de l'acier était si extraordinaire, si bouleversant qu'aujourd'hui encore il se demandait s'il n'avait pas été l'objet de son imagination. Avait-il rêvé tout cela ? Non ce n'était pas possible. Avisant un petit dôme de boues glacées mêlées à

des roches cristallines, Ronus Goler reprit sa course d'un pas alourdi en obliquant sur la droite. Arrivé au dôme il voulut s'asseoir mais ses genouillères s'étaient durci comme de la pierre et les lanières de son gilet, pétrifiées par le froid, l'empêchèrent de dénouer sa vareuse. Il s'allongea sur le dos d'un mouvement maladroit qui le fit brusquement culbuter en arrière. Etaient-ils encore à sa poursuite ? Ronus Goler imagina soudain avec une joie folle qu'ils avaient abandonné, préférant rebrousser chemin après six jours d'une poursuite impitoyable. Mais, presque aussitôt, cette idée lui parut absurde et il tendit l'oreille pour tenter de percevoir cette rumeur métallique et ces aboiements sauvages que le vent glacial portait jusqu'à lui depuis ce qui lui semblait être une éternité.

Le sang giclait sous ses tempes et un bourdonnement résonnait dans sa tête. Il lui sembla entendre au loin des claquements sonores mêlés à un bruit sourd et diffus. Était-ce le roulement des pierres sur les glaciers ou le travail des eaux souterraines à travers les crevasses ? Cela paraissait venir de si loin, mais en même temps une sorte d'écho lançait une vibration soutenue et intermittente bien que rapprochée. Ronus Goler respirait bruyamment, difficilement ; sa bouche exhalait des jets de vapeur rapidement aspirés par l'air froid.

Lui aussi avait signé. Après tout cela n'engageait à rien, disait le recruteur. Si vous signez, vous êtes pris à l'essai pour six mois et ensuite si vous donnez satisfaction, on vous fait remplir le contrat d'embauche définitif. La Société prend en charge la moitié de votre voyage jusqu'à la

Rougeoyante, les cinquante pour cent restant sont retirés de votre salaire en dix mensualités.

Il était allé à Satellon, à Népomène, à Andriode, partout c'était comme sur la terre : pas de travail ! Des millions de chômeurs erraient ainsi à travers la galaxie. Régulièrement, ils s'organisaient en grandes confréries, désignaient leurs chefs, se donnaient un emblème et prenaient les armes. Alors, l'armée centrale envoyait ses guerriers par divisions entières. La répression était terrible, impitoyable. Ronus Goler n'aimait pas le sang, aussi avait-il décidé de signer lorsque le recruteur venu dans la ville rassembla les hommes pour leur parler de la Cité de l'acier. Là-bas se trouve le poumon de l'univers, leur dit-il, des pipe-lines de nos gisements au matériau des habitations, du revêtement

de nos routes aux navires spatiaux qui circulent parmi les planètes et aux armes de nos soldats, tout est acier. Et ces aciers, ces millions de tonnes d'acier indispensables à notre monde actuel proviennent tous, sans exception, de cette merveilleuse planète que nous avons baptisée La Rougeoyante. Là-bas, plusieurs millions d'hommes ont revêtu la vareuse violette de la Société et sont devenus des hommes nouveaux, des hommes qui façonnent l'univers de leurs mains et ouvrent à l'humanité le chemin de la conquête infinie des espaces stellaires. Ces hommes, vous pouvez en faire partie si vous le voulez. Oui ! Vous aussi vous pouvez avoir la fierté et l'honneur de dire : « Je suis sidérurgiste, ma demeure est la Cité de l'acier ! ».

(A suivre)

DREUX (EURE ET LOIRE)

380 licenciements à Radio-technique-compelec

RADIO-TECHNIQUE-COMPELEC (RTC) est une filiale de la firme multinationale Philips RTC emploie 2 500 personnes sur Dreux, dans l'Eure-et-Loire. Il y a deux usines, une de 1 800 et une de 700 personnes. On y fabrique des tubes de téléviseur. Les 380 licenciements interviendraient, s'ils avaient lieu, au début de l'année 1980. C'est le syndicat CGT qui a révélé toute l'affaire. Une réunion est prévue le 7 décembre pour préciser les « modalités » des licenciements.

D'ores et déjà, la CGT annonce qu'elle recourra à l'arrêt total du travail si les licenciements ont réellement lieu comme prévu.

LILLE

134 licenciements chez Grespelle

LES Etablissements Grespelle, à Lille, sont une filiale à 99 % de Fives-Cail-Babcock depuis deux mois puisque Fives-Babcock en possède 99 % des actifs. L'entreprise Grespelle emploie 513 personnes et un licenciement collectif de 134 personnes vient d'être décidé pour le 30 janvier 1980. Le patron invoque... la crise.

GENEROSITE GOUVERNEMENTALE

+1,5% d'augmentation des salaires pour les fonctionnaires

LE gouvernement se surpasse ces derniers temps. Il vient d'accorder une rallonge de 1,5 % aux fonctionnaires. Depuis le 1er janvier, les salaires des fonctionnaires ont augmenté de 11 % et les prix de 10,2 % (Indices INSEE).

EAU MINERALE DE FONTEVE

A la poubelle

LE groupe Perrier (encore lui) exploite la source Fontève, dans le département des Yvelines. Cette eau est mise en bouteille à Montigny-le-Bretonneux. Or, depuis quelque temps, cette eau semblerait impropre à la consommation, ce que réfute Perrier. Mais le préfet des Yvelines, en personne, vient d'exiger par un arrêté la destruction des stocks existants de cette eau. Perrier y va du chantage à l'emploi. L'usine de Montigny-le-Bretonneux emploie actuellement 240 personnes.

Projet de coopération Volvo-Renault

VROUM, c'est reparti pour Renault. Il paraîtrait, selon le quotidien suédois *Aftonbladet*, que Renault et Volvo (constructeur suédois) pourraient coopérer. Si la nouvelle est confirmée dans les semaines ou les mois qui viennent, cela indiquerait, en fait, la « mainmise » de Renault sur Volvo.

Actuellement, Renault vend des moteurs de 1 400 cm3 à Volvo (75 000 à 80 000 cette année). Renault, Peugeot, Volvo possèdent chacun 33 % du capital de l'usine PRV (usine qui fabrique des moteurs V6 pour les grosses cylindrées des trois marques).

Les sociétés Renault et Volvo semblent, a priori, favorables à cet accord de coopération. Volvo ne possède pas les conditions favorables de Renault et cherche un partenaire aux reins solides, ce qu'est Renault. Attendons donc pour voir ce qu'il adviendra de ces « bruits ».

Cocorico ! La France troisième exportatrice mondiale

LE déclin de la France, nous dit-on à gauche (PC) et à droite (RPR), mon œil. Que la France soit devenue un impérialiste de seconde catégorie, ce n'est pas nous qui nous en plaignons. Il en est ainsi pour d'autres. Cela ne peut que nous renforcer dans notre idée de mettre hors d'état de nuire les Giscard et les Barre.

Mais je crois que nos politiciens feraient bien de se pencher sur quelques chiffres révélateurs. Le plan Barre, pour les patrons, ça marche et même très bien. Voilà nos capitalistes qui s'emparent de la troisième place sur le marché des exportations, ravissant la place aux capitalistes japonais. Et ce n'était pas arrivé depuis 1970. Alors pensez donc, nos capitalistes ne se sentent plus d'aise. Bien sûr, il ne faut pas parler des centaines de milliers de licenciements qu'ils préparent pour les cinq années à venir et de toutes ces « babioles ».

Ford à Blanquefort (Gironde)

LA direction des usines Ford de Blanquefort, dans le département de la Gironde, vient d'annoncer qu'elle mettrait les 4 000 personnes de l'usine en chômage technique du 23 décembre au 7 janvier.

L'ex-PDG ne pointe pas au chômage

MONSIEUR Claude Neuschwander, ex-PDG de Lip, est devenu, ou plutôt deviendra, secrétaire général de la FNAC à compter du 2 janvier 1980. La FNAC (centrale d'achat des cadres) est aux mains de la Société générale des coopératives de consommation (COOP).

Neuschwander reste toutefois membre du directoire de TEN. TEN, c'est une coopérative de conseils, spécialisée dans les définitions de stratégies économiques pour les collectivités locales.

M. Neuschwander s'est bien recyclé depuis qu'il a quitté Lip. Pour lui, pas de problème pour aller pointer au chômage.

USINE FAGOT-LINA A DOLE (JURA)

Intervention des flics

CE mercredi 28 novembre, les flics sont intervenus à l'usine Fagot-Alina de Dôle, dans le Jura. Les travailleurs de l'entreprise sont en grève depuis plusieurs semaines pour l'augmentation des salaires.

POITOU-CHARENTES

La pêche en difficulté

EN 1978, le port de La Rochelle (Charentes-Maritimes) avait vu le trafic de poissons se chiffrer à 7 429 tonnes pour les dix premiers mois (janvier à octobre). En 1979, ce chiffre est descendu à 6 992 tonnes pour la même période. Cela fait une diminution de l'ordre de 6,7 %. La valeur ne progressait que de 0,8 % passant de 73,8 millions de francs en 1978 à 74, 4 millions de francs en 1979.

Il est à craindre que le nombre de marins-pêcheurs ne régresse encore cette année.

PICARDIE

Vilbert-Marbotte liquidée

L'USINE Vilbert-Marbotte est installée depuis vingt ans à Rubempré (Somme). La semaine dernière le bilan a été déposé. Cette entreprise était spécialisée dans les pépinières et le paysagisme. En 1977, l'antenne de l'entreprise en Normandie fermait et cinquante personnes étaient licenciées. La direction annonce un déficit de trois millions de francs. Soixante-dix-sept licenciements sont hélas à craindre. Et allez donc trouver du travail dans la région.

MONTPELLIER

Exposition de papiers découpés chinois

DEPUIS plusieurs jours, on peut voir, à Montpellier, une exposition de papiers découpés chinois. Cette exposition organisée par le comité AFC, d'abord dans des salles de la périphérie de Montpellier, se trouve actuellement au centre de la ville, galerie Frédéric Bazille.

Cette exposition est tout à fait inédite dans notre ville et, par ailleurs, elle est susceptible d'intéresser un large public : papiers découpés d'images folkloriques chinoises, des animaux dont la représentation est souvent humoristique, des scènes de la vie laborieuse du peuple chinois (activités de production, etc.).

Les papiers découpés chinois étonnent par leur finesse indescriptible et, en définitive, par leur qualité artistique. Il faut savoir aussi que c'est là un art populaire vieux de quinze siècles, que depuis 1949, la vie du peuple et ses activités sont largement représentées et que les Chinois d'aujourd'hui utilisent les papiers découpés comme cadeaux, comme décors, mais aussi comme dessins dans la gravure sur bois, etc.

Une exposition vraiment à voir, qui a reçu la visite du maire de Montpellier, M. Frêche (PS), lors de l'inauguration, à la galerie, dans le centre ville.

Dans le prochain numéro du bimensuel (No 66) qui paraîtra le 6 décembre :
- Un dossier important sur la lutte des travailleurs de l'Alsthom.
Passez vos commandes !

Le No 21 de Prolétariat : Une arme pour les luttes

Le numéro 21 de *Prolétariat* vient de paraître avec un contenu qui répond bien aux préoccupations et aux luttes actuelles de la classe ouvrière et des marxistes-léninistes. Dans l'éditorial, Camille Granot fait le point sur l'unification des marxistes-léninistes et sur la fusion prochaine de *Prolétariat* et de *Front rouge*. Le protocole d'accord pour l'unification du PCRml et du PCML est publié à titre de document dans ce numéro. A travers ce numéro de *Prolétariat* on sent bien que l'unité de la classe ouvrière et des marxistes-léninistes : Pierre Bauby et Camille Granot analysent, dans un important article, les mécanismes de division qui agissent dans la classe ouvrière ; ils passent en revue toutes ces entraves à l'unité : sous-traitance, travail intérimaire, inégalités hommes-femmes, jeunes-vieux, Français-immigrés, etc. L'unité ouvriers-paysans est indispensable pour le succès de la révolution prolétarienne. C'est dans ce sens que l'on trouve la première partie d'une analyse des classes à la campagne, document présenté par Lucien Nouveau. « Quatre millions de prolétaires sans feu ni lieu », tel est le titre d'une étude sur la situation des travailleurs immigrés en France, sur la politique du pouvoir vis-à-vis des ces travailleurs et sur la riposte à lui opposer.

La bourgeoisie s'attaque directement à la santé des travailleurs et à la Sécurité sociale. Jean Quercy dénonce ces attaques et précise les revendications à avancer. Quelle est la réalité dissimulée derrière les films de science-fiction ? Frédéric Lachaise répond à cette question. Et toujours des compte-rendus de lectures, très fournis et très instructifs. Un *Prolétariat* au cœur des préoccupations, une arme pour mieux unir et lutter.

L. C.

- Adressez vos commandes à :
Prolétariat BP 320, 13213 Marseille Cedex 1
Tel : 16/91/90-97-07
CCP : 21 30 89 H Marseille.

En vente aux *Herbes sauvages* à Paris et à la *Force du Livre* à Lyon.

Pour la survie et l'indépendance du Cambodge, jeudi 6 décembre, 20 h 30, salle des fêtes, cité universitaire du Triolet, rue Émile Diacon (près de l'hôpital dit Chauliac) :

Soirée d'information et de solidarité avec la lutte du peuple cambodgien contre l'agression et l'occupation vietnamiennes. Invités :

- JEAN CARDONNEL, participant à la conférence sur le Kampuchea de Stockholm ;
 - Docteur ROBERT ANDREI, membre du Comité de soutien à la conférence du Kampuchea ;
 - Association FRANCE-CAMBODGE de Montpellier.
- Soutenue par : AFOM (Association d'étudiants d'origine malgache), AGEG (Association générale des étudiants gabonais), AGEM (Association générale des étudiants martiniquais), ASEC (Association des stagiaires et étudiants des Comores), PCML (Parti communiste marxiste-léniniste), PT (Perspectives tunisiennes), UNECA (Union nationale des étudiants de Centrafrique), UNECI (Union nationale des étudiants de Côte d'Ivoire).

Organisée par le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France (Montpellier).

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druet
Commission paritaire No. 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

IRAN

«Le problème de l'économie iranienne est d'organiser son propre développement dans le cadre national»

Paul Vieille, économiste de retour d'Iran

Dans son édition datée du 21 novembre, le *Quotidien du peuple* publiait le témoignage de Paul Vieille dont nous reprenons ici des extraits. Cet économiste a rencontré les principaux dirigeants iraniens, a visité des usines, s'est rendu dans les faubourgs de Téhéran, chez les ouvriers du bâtiment, les petits marchands, les artisans et a discuté avec les paysans de nombreuses régions d'Iran.

D'après Paul Vieille, il y a une « vague révolutionnaire absolument extraordinaire dans le pays, mais elle reste inutilisée (...) Le problème est que les gens ne sont pas organisés et leur idéologie très vague. » Entre « avril et octobre, le mouvement et les aspirations révolutionnaires du peuple se sont accrues de façon sensible. »

Depuis, Bazargan a démissionné et Bani Sadr fait de « l'interim » (jusqu'à quand ?). Il y a donc une certaine instabilité et il n'est pas aisé de savoir les mesures pratiques qui seront prises dans un domaine aussi vital que celui de l'économie. Néanmoins, le témoignage de Paul Vieille est indicatif des tendances qui peuvent exister et qui s'affrontent. Il fournit des éléments concrets sur la situation économique qui restent valables avec ou sans Bani Sadr. Sont aussi abordées, bien que beaucoup plus partiellement, les influences idéologiques.

Q : Où en sont les liens de dépendance de l'Iran, vis-à-vis de l'impérialisme américain en particulier ?

Les importations en provenance des Etats-Unis sont très faibles actuellement, puisque l'essentiel en était constitué par les achats d'armements qui sont supprimés. L'Iran n'importe plus non plus de pièces d'automobiles. Sur le plan alimentaire, l'Iran reste vulnérable. Cependant, les structures de dépendances resteront tant que l'Iran vivra uniquement de l'exportation de son pétrole et n'aura pas de production intérieure. Sur le plan pétrolier, la production a diminué de moitié, mais les prix ayant augmenté, les revenus restent les mêmes que sous le Shah. Selon Bani Sadr, le projet de Bazargan et celui de l'ancien président de la NIOC (Compagnie Nationale des pétroles iraniens), était de reconduire la société des pétroles et la place du pétrole dans l'économie comme auparavant. C'est-à-dire uniquement dirigée vers l'extérieur, utilisant les revenus du pétrole pour acheter des biens de consommation à l'étranger au lieu de construire une économie indépendante. Sous le Shah, les secteurs de l'industrie iranienne n'avaient aucun lien entre eux, tout était dirigé vers l'extérieur ; Bazargan, c'était encore Mossadegh, dont le projet est celui de la bourgeoisie nationale. Au sein du Conseil de la Révolution, il y avait une très forte résistance à la remise en place de l'économie selon cette voie. Ce qui fait que Bazargan n'a rien fait, la production n'a pas redémarré.

Les projets de réorganisation de l'économie sur la base de l'agriculture ont été systématiquement bloqués par l'appareil. Le mois dernier, il y a eu une conférence au ministère de l'Agriculture. Le ministre de

l'Agriculture était un propriétaire foncier ; il y a une exploitation de type capitaliste, qui doit faire plusieurs centaines d'hectares. A cette conférence étaient venus des représentants des paysans remettant en cause les liens avec l'impérialisme. Le ministre de l'Agriculture s'est opposé à eux ; pour lui, il n'était pas question de redistribuer la terre, il pouvait d'ailleurs s'appuyer sur certaines déclarations de Khomeiny défendant la propriété. Il y a cette pression, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Dans les villes, les chômeurs sont nombreux, en particulier dans le bâtiment, car tous les grands chantiers ont été interrompus. Les entreprises n'ont pas toutes redémarré.

LES PROJETS DE BANI SADR SERONT-ILS MAINTENUS ?

De la part de la hiérarchie religieuse et des commerçants

du Bazar, il n'est pas question de sortir du mode de développement antérieur. Ces commerçants avaient l'habitude de travailler avec le marché mondial ; ils n'ont qu'un seul but : recommencer comme avant. La hiérarchie religieuse pour sa part, n'a jamais envisagé de remettre en cause la propriété, le capital, etc. Il y a des contradictions extrêmement profondes ; Bazargan était lié à la fois à cette hiérarchie religieuse et à la bourgeoisie intérieure du Bazar. Pour Bazargan, et les gens de l'appareil, il fallait refaire appel aux multinationales.

Q : Pouvez-vous essayer de nous préciser le projet de Bani Sadr ?

Il s'agit de développer l'économie à partir de l'agriculture. En recyclant l'industrie vers une production de ma-

terielle agricole (tracteurs, pompes) de façon à obtenir un transfert de technologie. Le pétrole devra être utilisé par l'Iran pour son propre développement industriel. La décentralisation vers les campagnes s'accompagne d'un effort de l'Etat pour accorder des subventions au niveau des cantons, afin de les doter des services nécessaires. En ce qui concerne la réforme agraire, un membre du Conseil de la Révolution me disait qu'il n'était pas question pour l'instant de toucher à la propriété, mais de distribuer des terres vierges aux paysans. Dans l'immédiat, il va falloir verser des revenus à un certain nombre de chômeurs, de paysans de retour à la campagne, etc. Cette période de transition est très dangereuse, car elle risque de mettre en branle les mêmes mécanismes de dépendance qu'autrefois.

Q : Quelle est la situation de la classe ouvrière aujourd'hui en Iran ?

Les ouvriers qui ont du travail ne sont pas mécontents, les salaires ont été multipliés par deux et demi depuis la chute du Shah. L'inflation, bien qu'importante, n'a pas rogné leur pouvoir d'achat. Ces gens-là sont pour le régime, c'est leur révolution, ils sont attachés à Khomeiny. Les chômeurs, par contre, sont très mécontents. Il serait fort possible de distribuer régulièrement 7 milliards de rials aux chômeurs (1 milliard de dollars), ce qui ne représenterait qu'une faible partie de la

rente pétrolière. Mais cela n'est pas suffisant, car les spécialistes du bâtiment (cimentiers, coffreurs, électriciens, plombiers) qui sont nombreux à être au chômage à Téhéran, gagnaient plus de 700 tomans par mois (le montant de l'allocation-chômage). Ils protestent, mais en même temps, si on attaque la révolution, ils se retrouvent du côté de Khomeiny ; ils emploient constamment le terme « notre révolution », « nos 600 000 morts », alors que dans le nord de Téhéran (quartier bourgeois), on parle de « la révolution », « les morts ». Cette identification symbolique du peuple à la révolution, on ne la leur arrachera pas de l'esprit aussi facilement.

Q : Quelle politique a été suivie jusqu'à maintenant dans l'agriculture ?

(...) Depuis la révolution, le prix du blé a été augmenté, les possibilités de gain en ville ont diminué. Les gens se sont dit qu'il y a un avenir dans l'agriculture et il y a un retour à la campagne. La question essentielle est à mon sens de savoir comment on va mobiliser les gens des villes pour qu'ils retournent à la campagne. D'anciens paysans émigrés dans les villes sont prêts à retourner à la campagne si on leur donne des terres. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de politique agraire de grande envergure, on a dit aux citadins de retourner à la campagne mais sans leur en donner les moyens (...)

Q : Quelle est l'attitude de Khomeiny par rapport aux réformes à entreprendre ?

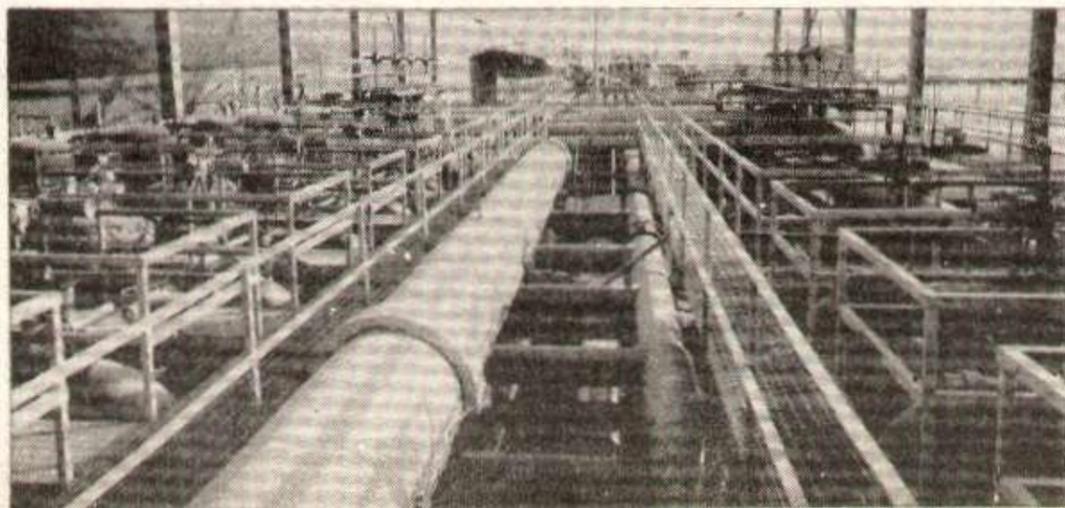
Khomeiny est pris entre deux choses : entre le peuple iranien qui a impulsé la révolution, tous ces jeunes qui ont fait cette révolution, qui sont sans emploi, sans avenir et l'église chiite elle-même qui est réactionnaire dans sa hiérarchie, qui pense l'Iran et en parle, non comme il y a 25 ans, mais comme il y a 100 ans. Khomeiny joue constamment entre ces deux courants car dans la mesure où il s'identifie au peuple iranien comme à un tout, son objectif principal est de ne pas rompre cette unité de la communauté. Khomeiny déclare des choses très différentes selon qu'il se trouve en présence de jeunes gens aux aspirations révolutionnaires auquel cas il tient un discours révolutionnaire — ou qu'il se trouve en présence de mollahs — auquel cas il tient alors des propos relativement réactionnaires (...)

Pour l'instant, la petite bourgeoisie domine en Iran. La classe ouvrière travaille dans des usines qui sont liées à l'impérialisme, son pouvoir est limité par son rôle secondaire dans l'économie. Ce refus de reconnaître l'existence des classes sociales, ce refus de s'appuyer sur la classe ouvrière, de la part de la hiérarchie religieuse, pose des problèmes (...)

Pour l'instant, les masses ne sont pas représentées. L'Eglise espère rester le représentant du peuple (...)

Bani Sadr déclarait l'an dernier :

« J'ai réalisé une étude sur le plan iranien : toutes les branches existantes de l'industrie iranienne, par exemple, la pétrochimie, font partie de multinationales et sont dépendantes de circuits mondiaux. La pétrochimie produite pour le circuit mondial mais n'a aucun rapport avec notre économie. Les industries développées l'ont été de telle sorte qu'il n'y a entre elles aucun rapport de complémentarité, donc il faut multiplier les importations. »



Installations pétrolières à Abadan